



Les enjeux de l'investissement sucrier de FCFA 84 milliards de Somdiaa en Côte d'Ivoire



CommodAfrica 13 février 2018



Le groupe français Somdiaa déroule son plan d'investissement en Afrique comme il l'avait annoncé en fin d'année dernière ([lire nos informations](#)), en commençant par la Sucaf en Côte d'Ivoire dans la filière sucre. En décortiquant les investissements et les enjeux, Benoît Coquelet, directeur général de Somdiaa, se fait l'écho des profondes mutations qui sont en cours non seulement dans la filière mais aussi dans l'ensemble de la filière agroalimentaire en Afrique.

Le groupe Somdiaa investit FCFA 84 milliards dans la Sucaf en Côte d'Ivoire ? Pouvez-vous nous expliquer votre stratégie ?

Il s'agit d'un projet sur 5 ans, de 2017 à 2022, avec pour objectif de satisfaire à 100% le marché ivoirien, un objectif que nous avons en commun avec notre concurrent et partenaire Sucrivoire.

S'agissant de la Sucaf, nous allons augmenter la production d'environ 40% pour atteindre entre 130 000 et 135 000 tonnes (t) de sucre. On le fera en améliorant notre productivité mais aussi en étendant nos superficies cultivées dans le périmètre actuel de la Sucaf à Ferké, à travers un projet d'extension de zones irriguées de 1500 ha et de 600 ha de plantations villageoises en pluvial. Nous sommes en train d'aménager ces terres et le fleuve Lofigué qui les borde pour mettre une station de pompage afin d'irriguer ce périmètre.

Quel impact cela risque-t-il d'avoir en aval ?

Nous avons, bien entendu, fait des études d'impact social et environnemental et nous avons des zones de stockage intermédiaire. Mais il faut noter que nous nous sommes limités à 1500 ha et que nous n'irriguons pas 24 h sur 24 l'intégralité de la superficie. Ce sont des apports d'eau qui sont mesurés selon les périodes de l'année. Quand il fait très sec, on irrigue pivot après pivot.

Pourquoi ces terres étaient-elles inutilisées jusqu'à maintenant ? Quel a été le déclic de cet investissement ?

Depuis la fin des événements en Côte d'Ivoire, le pays va beaucoup mieux économiquement. La consommation de sucre augmente à la fois au niveau des ménages -non pas tant *per capita* mais par un nombre plus élevé de consommateurs, et au niveau de la deuxième transformation -les boulangeries, les pâtisseries, les industries, etc.

Nous n'avions pas mis en valeur ces terres auparavant car nous n'en avions pas le besoin. Ce sont des investissements lourds non seulement pour mettre en valeur ces terres mais surtout pour irriguer, ce qui requiert d'enterrer les réseaux, de construire des stations de pompage et de les alimenter en électricité. Car si nous utilisons des moteurs thermiques sur ces stations, le prix de revient est tout de suite très élevé.

En conséquence, un des objectifs de ce plan de développement est aussi d'améliorer notre rendement énergétique de manière à dégager des ressources nouvelles pour faire fonctionner ces zones d'irrigation. On a recours à la biomasse, aux dérivés de bagasse, à tout ce qui est énergie verte.

Tout ceci est plutôt relativement vertueux au niveau développement durable et permet aussi d'être compétitif. Car nous devons l'être. En d'autres termes, il ne suffit pas de produire davantage de sucre, il faut aussi en faire baisser le prix de revient. Cela ne sert à rien de satisfaire le marché avec des usines qui ne sont pas compétitives. Donc nous voulons réduire notre consommation à la tonne de sucre afin de libérer des capacités électriques pour satisfaire d'autres besoins.

Quel est le coût de production d'une tonne de sucre ?

Le coût marginal global sur ce projet est de \$ 450 la tonne.

Pour être compétitif par rapport au sucre importé, brésilien ou autre, à quel niveau de prix faut-il être ?

Il faut être clair : on ne cherche pas à être compétitif avec le sucre importé. Car le sucre importé est un sucre d'excédent. Lorsqu'il y a beaucoup d'excédent au niveau mondial, comme c'est le cas actuellement – l'excédent actuel est de 7 à 8 millions de tonnes, ce sucre là ne trouve pas preneur. Si vous voulez l'acheter à \$ 350, vous pourrez le faire. Mais celui qui vous le vendra perdra de l'argent.

D'où la nécessité d'un protectionnisme aux frontières ?

Oui. Il nous faut partout un cadre réglementaire qui permette l'émergence d'industries en général et l'industrie sucrière n'y échappe pas. D'autant que c'est une industrie qui est très gourmande en capitaux.

Comment se répartit votre investissement de FCFA 84 milliards entre les terres et les usines ?

Les investissements au niveau des usines portent essentiellement sur des augmentations de capacités et l'énergie. Il y a aussi des plus petits investissements sur des capacités de stockage, etc.

Pour les usines, on est à FCFA 31 milliards sur 5 ans, pour l'irrigation/l'agriculture/le matériel agricole à FCFA 44 milliards, tandis que les dépenses d'environnement et divers se montent à FCFA 8 milliards.

Combien d'emplois cela va-t-il générer ?

Au niveau de la canne villageoise, soit 600 ha, si vous prenez une superficie moyenne par parcelle de 2 ha, cela fait 300 parcelles. Sachant que sur une parcelle, vous avez toujours plusieurs personnes qui travaillent, vous n'êtes donc pas loin de 1 000 emplois.

Les emplois additionnels au niveau de la sucrerie seront essentiellement liés à la phase investissement et seront de l'ordre de 500. Les emplois fixes, durables, seront d'une cinquantaine.

“Toutes nos parcelles sont numérisées ou sont en passe de l'être”

A quelles nouvelles technologies avez-vous recours ?

Nos nouvelles machines sont, par exemple, équipées de GPS pour que tous les engins passent sur la même bande de roulement et évitent de chevaucher les cannes et les abimer ; c'est ce que l'on appelle le «*traffic control* ». Donc toutes nos parcelles sont numérisées ou sont en passe de l'être. On a constaté que cela nous permettait d'améliorer nos rendements jusqu'à 30%. Ceci peut être associé à «*la coupe en vert*», c'est-à-dire sans brûlage de canne, qui est un autre objectif.

De quoi s'agit-il, précisément?

Traditionnellement, quand la canne était coupée manuellement, pour éviter que les gens se blessent, on effeuillait les cannes soit naturellement, soit en les brûlant. Mais on perdait de la matière végétale au niveau du sol. En outre, l'érosion était supérieure car les sols avaient tendance à se détériorer plus rapidement. On rencontre ce même phénomène dans l'hévéa et dans de nombreuses autres cultures.

Nous sommes en train de supprimer ceci progressivement pour couper à la machine, sans brûler les champs. La paille qui reste sur le sol permet d'éviter l'évaporation et elle crée un mulch qui se décompose et permet de contribuer à l'amélioration des rendements sur le moyen/long terme. C'est une opération qui est difficile à quantifier et donc financièrement à évaluer. Mais dans le long terme, ce sera payant. Aujourd'hui, c'est dans tous les cas incontournable.

Au niveau de l'irrigation, quelles nouvelles technologies mettez-vous en place ?

Sur les nouvelles parcelles, nous utilisons essentiellement l'aspersion par pivot. Nous avons quelques parcelles qui sont en goutte-à-goutte, un système théoriquement plus efficace mais qui s'adapte plus ou moins bien aux différents environnements. En outre, il est très exigeant en terme de qualité de l'eau : les tuyaux sont enterrés et s'ils se bouchent car l'eau n'est pas suffisamment claire, vous perdez toute efficacité.

Au deuxième semestre 2017, nous avons aussi commencé nos premiers essais de drones. Ils vont très certainement contribuer à améliorer la bonne exploitation de nos champs. Car on opère maintenant sur des superficies très étendues, qui dépassent la taille humaine. Donc ce n'est pas en multipliant les hommes que nous allons améliorer nos performances agricoles ; c'est plutôt en améliorant les informations qu'on leur met à disposition. Sur ce point, les drones vont être très clairement, dans les années à venir, des outils extrêmement utiles pour améliorer la compétitivité agricole, que ce soit sur la canne mais aussi sur le coton, les céréales, la banane, etc.. Ils permettront à l'Afrique de faire, en matière agricole, le bond en avant que tout le monde attend.

Les drones permettent d'avoir une idée de la densité de la végétation, de savoir là où vous avez des problèmes, comme la multiplication des adventices sur des parcelles qui sont assez grandes. Lorsque les cannes ont 7 à 8 mois, cela devient très compliqué de pénétrer les champs et de savoir ce qu'il s'y passe, si des carences se développent, s'il y a des vides, identifier les

Les drones permettent d'avoir une idée de la densité de la végétation, de savoir là où vous avez des problèmes, comme la multiplication des adventices sur des parcelles qui sont assez grandes. Lorsque les cannes ont 7 à 8 mois, cela devient très compliqué de pénétrer les champs et de savoir ce qu'il s'y passe, si des carences se développent, s'il y a des vides, identifier les termitières, etc. Les drones vous donnent des yeux sur une très grande partie de votre périmètre qu'habituellement vous ne voyez qu'un fois par an, quand la canne est coupée !

En Europe, les terres sont cultivées depuis très longtemps donc on les connaît, on a retiré les pierres, les souches, etc. En Afrique, nous avons des plantations très jeunes et nous allons bénéficier à plein de ces nouvelles technologies.

“Ce que nous demandent les Etats, c'est la compétitivité”

En réalité, une plantation ainsi conçue ne serait-elle pas plus efficace avec le moins de personnes possible ?

Regardez les champs en France, aux Etats-Unis ou ailleurs, vous avez votre réponse...Mais il existe plusieurs types d'agriculture, selon les plantations, les cultures. L'agriculture ne se limite pas à la canne à sucre et c'est d'ailleurs pourquoi nous nous diversifions dans la valorisation des céréales. Sur les céréales, l'agriculture villageoise est très efficace. Sur la canne à sucre, il n'y a pas vraiment une tradition comme en Inde par exemple où des millions d'agriculteurs font la canne à sucre.

Mais de toute façon, ce que nous demandent les Etats, c'est la compétitivité. Ils ne nous demandent pas autre chose. Alors c'est difficile de nous demander la compétitivité sans nous permettre d'utiliser les outils qui nous permettront d'être compétitifs. Nous entendons bien participer à cette révolution agricole africaine. L'agriculture, partout à travers le monde, est pleine de paradoxes. Ce sera également la cas en Afrique

difficile de nous demander la compétitivité sans nous permettre d'utiliser les outils qui nous permettront d'être compétitifs. Nous entendons bien participer à cette révolution agricole africaine. L'agriculture, partout à travers le monde, est pleine de paradoxes. Ce sera également la cas en Afrique.

Quels seront vos prochains investissements cette année?

Nous avons des investissements lancés dans la valorisation des céréales locales et l'alimentation animale au Cameroun et au Congo. Des missions sont en cours en Ethiopie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Bénin, pour valider de nouveaux projets dans le cadre du plan que nous nous sommes fixés.